

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2019.

Bruxelles, le 24 juin 2019.

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles,
du Tourisme et du Bien-être des Animaux,

B. WEYTS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/14485]

14 MARS 2019. — Décret transposant partiellement la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles modifiée par la Directive 2013/55/ UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Section I^{re}. — Objet

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles modifiée par la Directive 2013/55/ UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013. Il établit les règles concernant la demande et la délivrance d'une carte professionnelle européenne et l'accès partiel à une profession réglementée, ainsi que concernant le mécanisme d'alerte.

Section II. — Définitions

Art. 2. § 1^{er}. Dans le présent décret, il faut entendre par :

a) « profession réglementée » : toute fonction enseignante à exercer dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé ; artistique ; de promotion sociale et supérieur non universitaire ; secondaire artistique à horaire réduit organisés ou subventionnés par la Communauté française ;

b) « qualifications professionnelles » : les qualifications attestées par un titre de formation, une attestation de compétence visée à l'article 4, lettre a), 1^{er} tiret du décret du 19 octobre 2017 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions enseignantes dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la communauté française, et/ou une expérience professionnelle ;

c) « autorité compétente » : toute autorité ou instance habilitée spécifiquement par un Etat membre à délivrer ou à recevoir des titres de formation et autres documents ou informations, ainsi qu'à recevoir des demandes et à prendre des décisions, visées dans le présent décret ;

d) « Services du Gouvernement » : toute autorité ou instance de l'Administration générale de l'Enseignement compétente pour exercer une activité de contrôle ou de réglementation de l'accès ou de l'exercice d'une profession ;

e) « Etat membre » : Etat membre de l'Union européenne ainsi que l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse ;

f) « demandeur » : titulaire d'une qualification professionnelle d'enseignant acquise en Communauté française de Belgique ;

g) « carte professionnelle européenne » : certificat électronique prouvant que le membre du personnel enseignant satisfait à toutes les conditions nécessaires pour fournir ses services en Communauté française de Belgique ;

h) « IMI » : outil électronique fourni par la Commission pour faciliter la coopération administrative entre autorités compétentes des Etats membres et entre les autorités compétentes des Etats membres et la Commission ;

i) « mécanisme d'alerte » : mécanisme tel que prévu à l'article 56 bis, § 3, de la directive 2005/36/CE ;

j) « sanctions disciplinaires graves » : les sanctions supérieures à la retenue sur traitement, telles que fixées au sein de chaque statut de l'Enseignement en Communauté française, à savoir :

- l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements ;

- l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française ;

- le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné ;

- le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

- le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ;

- le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) ;

- le décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion.

§ 2. L'emploi, dans le présent décret, de noms masculins pour les différentes fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre.

CHAPITRE II. — *Emission de la Carte professionnelle européenne*

Art. 3. § 1^{er}. Le titulaire d'une qualification professionnelle d'enseignant acquise en Communauté française de Belgique peut introduire sa demande auprès des Services du Gouvernement par l'intermédiaire de l'outil en ligne fourni par la Commission européenne qui crée automatiquement un dossier IMI pour le demandeur concerné.

§ 2. La demande est accompagnée des documents requis dans les actes d'exécution adoptés par la Commission européenne à cette fin.

§ 3. Dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la demande, les Services du Gouvernement accusent réception de la demande et informent le demandeur de tout document manquant.

§ 4. Dans un délai d'un mois, les Services du Gouvernement vérifient l'authenticité et la validité des documents justificatifs figurant dans le dossier IMI aux fins de la délivrance d'une carte professionnelle européenne pour l'établissement. Ce délai commence à courir à l'expiration du délai d'une semaine prévu au paragraphe 3 si aucun document supplémentaire n'a été demandé ou à dater de la réception de la totalité des documents si une telle demande a été adressée. Elle transmet ensuite immédiatement la demande à l'autorité compétente de l'État membre d'accueil. Les Services du Gouvernement informent le demandeur de la situation de sa demande en même temps qu'il transmet celle-ci à l'État membre d'accueil.

En cas de doutes dûment justifiés, les Services du Gouvernement consultent l'organisme ayant délivré les documents. Ils peuvent également demander au demandeur de fournir des copies certifiées conformes des documents si cela s'avère strictement nécessaire.

En cas de demande(s) ultérieure(s) du même demandeur, les Services du Gouvernement ne peuvent plus exiger du demandeur qu'il fournisse une nouvelle fois des documents qui sont déjà contenus dans le dossier IMI et qui sont encore valables.

Art. 4. L'accès aux informations contenues dans le dossier IMI est limité aux Services du Gouvernement et aux autorités compétentes de l'État membre d'accueil. Les autorités compétentes informent à sa demande le titulaire de la carte professionnelle européenne du contenu de son dossier IMI.

Art. 5. § 1. Sans préjudice de la présomption d'innocence, les Services du Gouvernement mettent à jour, dans les limites de leurs compétences, le dossier IMI relatif à une carte professionnelle européenne en y mentionnant les informations relatives aux sanctions pénales ou aux sanctions disciplinaires graves visées aux chapitres 3 et 4 du présent décret, qui ont trait à une interdiction ou une restriction d'exercice d'une activité professionnelle et qui ont des conséquences sur l'exercice des activités du titulaire d'une carte professionnelle européenne. En tout état de cause, les règles en matière de radiation des sanctions pénales ou disciplinaires seront observées dans le cadre de la mise à jour du dossier IMI.

Dans le cadre de cette mise à jour, les Services du Gouvernement suppriment les informations qui ne sont plus nécessaires. Le titulaire de la carte professionnelle européenne ainsi que les autorités compétentes qui ont accès au dossier IMI correspondant sont immédiatement informés de cette mise à jour.

Le contenu de cette mise à jour porte sur :

- 1° les informations sur l'autorité ou la juridiction qui a adopté la décision de restriction ou d'interdiction;
- 2° le champ de la restriction ou de l'interdiction;
- 3° la période pendant laquelle s'applique la restriction ou l'interdiction.

§ 2. Les données à caractère personnel figurant dans le dossier IMI peuvent être traitées aussi longtemps que nécessaire aux fins de la procédure de reconnaissance en tant que telle.

§ 3. Les données à caractère personnel contenues dans le dossier IMI mis à jour ou dans la carte professionnelle sont traitées conformément au règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection de données), à la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, et au titre IV de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

Les données à caractère personnel sont traitées afin d'identifier le titulaire de la carte professionnelle européenne et d'informer les autorités compétentes des autres États membres des éventuelles restrictions ou interdictions d'exercice d'une activité professionnelle.

Les données à caractère personnel sont :

- 1° traitées loyalement et licitement;
- 2° collectées pour la finalité visée à l'alinéa 2;
- 3° adéquates, pertinentes et non excessives au regard de la finalité visée à l'alinéa 2.

§ 4. Le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles le titulaire d'une carte professionnelle européenne a accès à ses données et sollicite la rectification de données inexacts ou incomplètes ou la suppression de données reprises dans sa carte professionnelle ou son dossier IMI.

§ 5. Aux fins du traitement des données à caractère personnel contenues dans la carte professionnelle européenne et dans tous les dossiers IMI, les Services du Gouvernement chargés d'examiner une demande de carte professionnelle européenne ou de mettre à jour un dossier IMI lié à une carte professionnelle, sont considérés comme responsables du traitement au sens du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 précité, de la loi du 30 juillet 2018 précitée, et du titre IV de la loi du 13 juin 2005 précitée.

CHAPITRE III. — *Coopération administrative*

Art. 6. En cas de doutes justifiés, et à la demande des autorités compétentes de l'État membre d'accueil, les Services du Gouvernement échangent des informations avec ces autorités sur les sanctions pénales ou les sanctions disciplinaires graves telles que définies par le chapitre 1^{er}, section 2, dans le respect du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 précité, et de la loi du 30 juillet 2018 précitée.

Avant de transmettre ces informations, les Services du Gouvernement examinent la véracité des faits, décident de la nature et de l'ampleur des investigations qui doivent être faites et communiquent aux autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil les conséquences qu'elles tirent des informations transmises.

Les autorités compétentes utilisent l'IMI. En tout état de cause, les règles en matière de radiation des sanctions pénales ou disciplinaires seront observées dans le cadre de cette coopération.

CHAPITRE IV. — Mécanisme d'alerte

Art. 7. § 1^{er}. Les Services du Gouvernement informent les autorités compétentes de tous les autres États membres de l'identité d'un professionnel dont l'exercice de l'activité professionnelle d'enseignant a été restreint ou interdit sur le territoire de la Communauté française, en totalité ou en partie, même de façon temporaire, en application des articles 31 à 34 et/ou 382bis du Code Pénal.

Les Services du Gouvernement transmettent, au moyen d'une alerte via l'IMI, les informations visées à l'alinéa précédent au plus tard dans un délai de trois jours ouvrables à compter de la date où la décision visée à l'alinéa précédent leur a été communiquée. Ces informations se limitent aux éléments suivants:

- a) l'identité du professionnel;
- b) la profession concernée;
- c) les informations sur l'autorité ou la juridiction nationale adoptant la décision de restriction ou d'interdiction;
- d) le champ de la restriction ou de l'interdiction;
- e) la période pendant laquelle s'applique la restriction ou l'interdiction.

Pour l'application du présent paragraphe, la notion de jour ouvrable désigne tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés.

§ 2. Le traitement des données à caractère personnel visé au § 1^{er} s'effectue dans le respect des dispositions visant à protéger les données à caractère personnel et en particulier des dispositions prises par ou en vertu du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 précité, de la loi du 30 juillet 2018 précitée, et du titre IV de la loi du 13 juin 2005 précitée.

§ 3. Les professionnels enseignant en Communauté française et concernés par un message d'alerte envoyé à d'autres Etats membres, sont informés par écrit immédiatement de ce message d'alerte ainsi que de toute décision s'y rapportant et de leurs droits d'introduire un recours selon les voies de droit existantes. Ils sont aussi informés de leur droit de demander un accès aux décisions ou une rectification des décisions d'alerte et d'obtenir réparation du préjudice subi conformément au règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 précité, et à la loi du 30 juillet 2018 précitée.. En cas de recours du professionnel, cette information doit être reprise dans le message d'alerte.

§ 4. Les données relatives aux alertes peuvent être traitées durant toute leur durée de validité.

CHAPITRE V. — Disposition finale

Art. 8. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement, et au plus tard dans les 12 mois suivant l'adoption des actes d'exécution visés à l'article 3, § 2 par la Commission européenne.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 mars 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de
Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

—
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement.

Projet de décret, n° 763-1.

– Rapport de commission, n° 7663-2.

– Amendement(s) en séance, n° 763-3-.

– Texte adopté en séance plénière, n° 763-4

Compte-rendu intégral.

– Discussion et adoption.

Séance du 13 mars 2019.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/14485]

14 MAART 2019. — Decreet tot gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en van de Raad van de Europese Unie van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, gewijzigd door richtlijn 2013/55/UE van het Europees Parlement en de Raad van 20 november 2013

Het Parlement van de Franse gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen**Sectie I. — Doel*

Artikel 1. Dit decreet voorziet in de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, gewijzigd door Richtlijn 2013/55/UE van het Europees Parlement en van de Raad van 20 november 2013. Het stelt regels vast voor de aanvraag en afgifte van een Europese beroepskaart en de gedeeltelijke toegang tot een gereguleerd beroep, alsook voor het waarschuwingmechanisme.

Sectie II. — Definities

Art. 2. § 1. In dit decreet wordt verstaan onder:

a) 'gereguleerd beroep': elk ambt van het onderwijzend personeel dat uitgeoefend moet worden in de inrichtingen voor voorschools, lager en secundair gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap

b) 'beroepskwalificaties': de kwalificaties die worden gestaafd door een opleidingsbewijs, een bekwaamheidsattest, zoals bedoeld in artikel 4, littera a), 1ste streepje van het decreet van 19 oktober 2017 betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties voor de uitoefening van ambten van het onderwijzend personeel in de inrichtingen voor voorschools, lager en secundair gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en/of beroepservaring;

c) 'bevoegde overheid': ieder door de lidstaten gemachtigde overheid of instelling die met name bevoegd is opleidingsbewijzen en andere documenten of informatie af te geven en te ontvangen, alsmede aanvragen te ontvangen en besluiten te nemen, zoals bedoeld in dit decreet;

d) 'Regeringsdienst': elke overheid of instantie van de algemene administratie van het onderwijs die bevoegd is om een activiteit van controle of reglementering van de toegang tot of uitoefening van een beroep uit te oefenen.

e) 'lidstaat': lidstaat van de Europese Unie alsook IJsland, Liechtenstein, Noorwegen en Zwitserland;

e) 'aanvrager': houder van een in de Franse Gemeenschap van België verworven beroepskwalificatie voor het onderwijs;

f) 'Europese beroepskaart': een elektronisch getuigschrift waaruit blijkt dat het onderwijzend personeelslid voldoet aan alle voorwaarden die nodig zijn om zijn diensten te verlenen in de Franse Gemeenschap van België;

g) 'IMI': het elektronische instrument dat door de Commissie ter beschikking wordt gesteld ter bevordering van de administratieve samenwerking tussen de bevoegde overheden van de lidstaten onderling en tussen de bevoegde overheden van de lidstaten en de Commissie;

h) 'waarschuwingmechanisme': het mechanisme zoals bepaald in artikel 56 bis, § 3, van Richtlijn 2005/36/EG

j) 'zware tuchtstraffen': sancties zwaarder dan de inhouding van wedde, zoals vastgesteld binnen elk statuut van het onderwijs in de Franse Gemeenschap, namelijk:

- het koninklijk besluit van 22 maart 1969 betreffende het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, secundair, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;
- koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap
- het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;
- het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs;
- het decreet van 24 juli 1997 houdende het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)
- het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst.

§ 2. Het gebruik in dit decreet van de mannelijke namen voor de verschillende titels en ambten is gemeenschaptijdig met het oog op een betere leesbaarheid van de tekst, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

HOOFDSTUK II. — *Uitgifte van de Europese beroepskaart*

Art. 3. § 1. De houder van een in de Franse Gemeenschap van België behaalde beroepskwalificatie kan zijn aanvraag als leerkracht bij de Regeringsdiensten indienen via de online-tool van de Europese Commissie, die automatisch een IMI-bestand voor de betrokken aanvrager aanmaakt.

§ 2. De aanvraag gaat vergezeld van de documenten die vereist zijn in de uitvoeringshandelingen die de Europese Commissie daartoe heeft vastgesteld.

§ 3. Binnen een termijn van een week na ontvangst van de aanvraag bevestigen de Regeringsdiensten de ontvangst van de aanvraag en stellen zij de aanvrager in kennis van eventueel ontbrekende documenten.

§ 4. Binnen een termijn van een maand controleren de Regeringsdiensten de authenticiteit en de geldigheid van de bewijsstukken in het IMI-bestand met het oog op de afgifte van een Europese beroepskaart voor de instelling. Deze termijn vangt aan bij het verstrijken van de in paragraaf 3 bedoelde termijn van één week indien geen aanvullende documenten zijn aangevraagd of na ontvangst van alle documenten indien een dergelijk verzoek is gedaan. Zij zendt het verzoek vervolgens onverwijld door aan de bevoegde overheid van de ontvangende lidstaat. De Regeringsdiensten stellen de aanvrager van de situatie van zijn aanvraag in kennis op het moment dat hij deze naar de ontvangende lidstaat doorstuurt.

In geval van gegronde twijfels raadplegen de Regeringsdiensten de instantie die de documenten heeft afgegeven. Zij kunnen de aanvrager ook verzoeken om voor eensluidend gewaarmerkte afschriften van de documenten te verstrekken, indien dit strikt noodzakelijk is.

In het geval van een of meer volgende verzoeken van dezelfde aanvrager mogen de Regeringsdiensten niet langer van de aanvrager verlangen dat hij documenten verstrekt die al in het IMI-dossier zijn opgenomen en die nog steeds geldig zijn.

Art. 4. De toegang tot de informatie in het IMI-bestand is beperkt tot de Regeringsdiensten en de bevoegde overheden van de ontvangende lidstaat. De bevoegde overheden stellen de houder van de Europese beroepskaart op zijn verzoek in kennis van de inhoud van zijn IMI-bestand.

Art. 5. § 1. Onverminderd het vermoeden van onschuld werken de Regeringsdiensten, binnen de grenzen van hun bevoegdheden, het IMI-bestand met betrekking tot een Europese beroepskaart bij, met vermelding van informatie over strafrechtelijke sancties of ernstige tuchtmaatregelen als bedoeld in de hoofdstukken 3 en 4 van dit besluit, die betrekking hebben op een verbod of beperking van de uitoefening van een beroepsactiviteit en die gevolgen hebben voor de uitoefening van de activiteiten van de houder van een Europese beroepskaart. In ieder geval zullen bij het bijwerken van het IMI-dossier de regels inzake de opheffing van strafrechtelijke of disciplinaire sancties in acht worden genomen.

In het kader van deze bijwerking verwijderen de bevoegde Regeringsdiensten de informatie die niet meer vereist is. De houder van de Europese beroepskaart alsook de bevoegde overheden die toegang hebben tot het bedoelde IMI-bestand worden onmiddellijk van deze bijwerking op de hoogte gebracht.

De inhoud van de bijwerking heeft betrekking op het volgende:

- 1° de informatie over de overheid of het gerecht dat de beperkings- of verbodsbeslissing heeft genomen;
- 2° de reikwijdte van de beperking of het verbod;
- 3° de periode waarin de beperking of het verbod van toepassing is.

§ 2. Persoonsgegevens in het IMI-bestand mogen worden verwerkt zolang dat nodig is voor de doeleinden van de erkenningsprocedure als zodanig.

§ 3. De persoonsgegevens in het bijgewerkte IMI-bestand of in de beroepskaart worden verwerkt overeenkomstig Verordening (EU) nr. 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening inzake gegevensbescherming), de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en titel IV van de wet van 13 juni 2005 betreffende elektronische communicatie.

De persoonsgegevens worden verwerkt om de houder van de beroepskaart te identificeren en de bevoegde overheden van de andere lidstaten te informeren over eventuele beperkingen of verboden met betrekking tot de uitoefening van een beroepsactiviteit.

De persoonlijke gegevens:

- 1° worden eerlijk en rechtmatig verwerkt;
- 2° worden verzameld voor het in alinea 2 genoemde doel;
- 3° zijn adequaat, relevant en niet buitensporig in verhouding tot het in alinea 2 genoemde doel.

§ 4. De Regering bepaalt de procedures volgens welke de houder van een Europese beroepskaart toegang heeft tot zijn gegevens en verzoekt om rectificatie van onjuiste of onvolledige gegevens of verwijdering van gegevens in zijn beroepskaart of IMI-bestand.

§ 5. Voor de verwerking van de persoonsgegevens in de Europese beroepskaart en in alle IMI-bestanden worden de Regeringsdiensten die verantwoordelijk zijn voor de behandeling van een aanvraag voor een Europese beroepskaart of voor het bijwerken van een IMI-bestand dat gekoppeld is aan een beroepskaart, beschouwd als verantwoordelijken voor de verwerking van de persoonsgegevens in de zin van Verordening (EU) nr. 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016, de wet van 30 juli 2018 en titel IV van de hierboven genoemde wet van 13 juni 2005.

HOOFDSTUK III. — *Administratieve samenwerking*

Art. 6. In geval van gegronde twijfels en op verzoek van de bevoegde overheden van de ontvangende lidstaat wisselen de Regeringsdiensten met deze overheden informatie uit over strafrechtelijke of ernstige tuchtstraffen zoals omschreven in hoofdstuk 1, sectie 2, overeenkomstig Verordening (UE) nr. 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 en de bovengenoemde wet van 30 juli 2018.

Alvorens deze informatie door te sturen, onderzoeken de Regeringsdiensten de juistheid van de feiten, beslissen zij over de aard en de omvang van het onderzoek dat moet plaatsvinden en delen zij de bevoegde overheden van de ontvangende lidstaat de conclusies mee die zij uit de doorgestuurde informatie hebben gehaald.

De bevoegde overheden gebruiken IMI. In ieder geval moeten in het kader van deze samenwerking de regels inzake de opheffing van strafrechtelijke of disciplinaire sancties in acht worden genomen.

HOOFDSTUK IV. — *Waarschuwingsmechanisme*

Art. 7. § 1. De Regeringsdiensten stellen de bevoegde overheden van alle andere lidstaten in kennis van de identiteit van een beroepsbeoefenaar wiens beroepsactiviteit als leerkracht krachtens de artikelen 31 tot en met 34 en/of 382bis van het Wetboek van Strafrecht op het grondgebied van de Franse Gemeenschap geheel of gedeeltelijk, zelfs tijdelijk, is beperkt of verboden.

De Regeringsdiensten sturen de in de vorige alinea bedoelde informatie door middel van een waarschuwing via IMI door binnen drie werkdagen na de datum waarop de in de vorige alinea bedoelde beslissing aan hen is meegedeeld. Deze informatie is beperkt tot de volgende elementen:

- a) de identiteit van de beroepsbeoefenaar;
- b) het betreffende beroep;
- c) informatie over de nationale overheid of rechtbank die de beperkings- of verbodsbeslissing heeft genomen;
- d) de reikwijdte van de beperking of het verbod;
- e) de periode waarin de beperking of het verbod van kracht is.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt onder het begrip werkdag verstaan alle andere dagen dan zaterdagen, zondagen en feestdagen.

§ 2. De in § 1 bedoelde verwerking van persoonsgegevens geschiedt met inachtneming van de bepalingen ter bescherming van persoonsgegevens en met name van de bepalingen die bij of krachtens Verordening (EU) nr. 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016, de wet van 30 juli 2018 en titel IV van de wet van 13 juni 2005 zijn vastgesteld.

§ 3. Beroepsleraren die in de Franse Gemeenschap lesgeven en betrokken zijn bij een waarschuwingsbericht aan andere lidstaten, worden onmiddellijk schriftelijk in kennis gesteld van het waarschuwingsbericht en van elke beslissing in verband daarmee, alsmede van hun recht om beroep in te stellen overeenkomstig de bestaande rechtsmiddelen. Zij worden ook in kennis gesteld van hun recht om toegang tot beslissingen of rectificatie van waarschuwingsbeslissingen te verzoeken en vergoeding van de geleden schade te verkrijgen overeenkomstig bovengenoemde Verordening (EU) nr. 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 en de bovengenoemde wet van 30 juli 2018. In geval van beroep van een beroepsleraar moet deze informatie worden opgenomen in het waarschuwingsbericht.

§ 4. Waarschuwingsgegevens kunnen gedurende hun gehele geldigheidsduur worden behandeld.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepaling*

Art. 8. Dit decreet treedt in werking op de door de Regering vastgestelde datum en uiterlijk binnen twaalf maanden na de vaststelling van de in artikel 3, § 2, bedoelde uitvoeringshandelingen door de Europese Commissie.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 maart 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.

Ontwerp van decreet, nr. 763-1.

– Commissieverslag, nr. 763-2.

– Vergaderingsamendementen nr. 763-3-.

– Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr. 763-4

Integraal verslag.

– Bespreking en aanneming.

Zitting van 13 maart 2019.